



Organisation des Nations Unies

## Transcription de la conférence de presse « ONE UN » en RDC Mercredi 19 juillet 2017

La conférence de presse conjointe des Nations Unies était animée à partir de Kinshasa par Fabienne Pompey, porte-parole par intérim de la MONUSCO ; par Florence Marchal, coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies (UNCG), et à partir de Goma, par le colonel Serge Haag, porte-parole militaire de la MONUSCO.

Plusieurs invités ont participé à cette conférence de presse, le Général Bernard Commins, Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO ; le Général Ismaila Sarr, Commissaire adjoint de la Police MONUSCO, depuis Kinshasa ; et Abdou Diacko, responsable des affaires civiles de la MONUSCO/ Nord-Kivu, à partir de Goma.

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Fabienne Pompey] :** Amis auditeurs de Radio Okapi, mesdames et messieurs de la presse, bonjour.

Pour ceux qui ne me connaissent pas encore, je suis Fabienne Pompey, porte-parole de la MONUSCO et je suis ravie d'échanger avec vous ce matin.

L'information principale de cette conférence de presse est la fermeture de 5 bases de la MONUSCO dans le Nord Kivu, nous y reviendrons tout à l'heure et vous pourrez poser des questions sur le sujet au Général Bernard Commins, qui est avec nous à Kinshasa. Il est accompagné du général Ismaila Sarr, numéro deux de la police de la MONUSCO.

Je voudrais commencer par **une mise en garde**. Des congolais se font extorquer de l'argent par des gens malveillants et il faut que cela cesse.

Depuis plusieurs mois, des individus mal intentionnés soutirent de l'argent au nom de la MONUSCO. Ces personnes contactent des congolais et des congolaises s par téléphone et leur proposent de poser leur candidature à des emplois à la MONUSCO. Ils réclament alors des sommes d'argent, parfois très importantes pour soi-disant les frais d'enregistrement ou frais de dossiers.

Il s'agit d'une **arnaque**.

La MONUSCO et les Nations Unies en général ne demandent **jamais** d'argent. L'ONU ne perçoit de frais à aucun stade du recrutement (dépôt ou traitement de la candidature, entretien, formation, etc.), et elle ne demande aucune information bancaire des candidats.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i: [Pompey@unric.org](mailto:Pompey@unric.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org); tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

De plus, la MONUSCO ne lance pas de recrutement par téléphone en appelant directement des individus.

A tous, nous demandons **d'être vigilants et de dénoncer ces escroqueries.**

Dans l'actualité à venir, deux visites de haut niveau.

La première, celle du secrétaire général adjoint des Nations Unies, Coordonnateur des secours d'urgence, M. Stephen O'Brien. Les détails avec Florence Marchal :

**Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies [Florence Marchal] :** En effet Fabienne, **une première visite d'importance puisqu'il s'agit du chef des affaires humanitaires des Nations Unies, Stephen O'Brien**, qui est arrivé hier soir à Kinshasa pour une mission de trois jours au cours de laquelle il se rendra dans le Nord et Sud-Kivu, le Tanganyika et la région du Kasai.

Cette visite survient au moment où plus de 7 millions de personnes ont besoin d'assistance humanitaire en République démocratique du Congo. Parmi elles, plus de 3 millions 800 mille déplacés, ce qui fait de la RDC le pays africain le plus touché par les déplacements forcés.

Et pourtant, le plan de réponse humanitaire de 812 millions et demi de dollars n'est financé qu'à hauteur de 23 %.

Lors de sa mission, M. O'Brien rencontrera les communautés touchées par les conflits, les autorités nationales, les partenaires humanitaires et la communauté diplomatique. Il évaluera les moyens d'aborder les problèmes de protection et d'accès humanitaire et préconisera un financement accru pour répondre aux besoins des personnes concernées.

Stephen O'Brien tiendra une conférence de presse vendredi juste avant de quitter la RDC. Elle aura lieu à 18h30 au terminal MONUSCO de l'aéroport de N'djili. Les journalistes intéressés par la couverture de cet événement doivent se signaler le plus rapidement possible en contactant OCHA. Un transport sera assuré mais le nombre de place est limité à 25 journalistes, d'où l'intérêt de se manifester au plus vite. Tous les détails dans le document papier qui vous sera remis à l'issue de cette conférence.

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Fabienne Pompey] :** Je vous annonce également l'arrivée la semaine prochaine, le 24 juillet, de la Vice-secrétaire générale des Nations Unies, Madame Amina Mohamed. Elle sera accompagnée de la directrice exécutive de ONU femmes, l'envoyée spéciale de l'Union Africaine pour les Femmes, la paix et la sécurité, et la représentante spéciale du secrétaire général sur les violences sexuelles dans les conflits.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i. : [Pompey@unric.org](mailto:Pompey@unric.org) : tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

Plus de détails seront donnés sur cette visite dans les jours qui viennent.

Je vais passer la parole à Florence Marchal coordinatrice du groupe de communication des Nations Unies :

### **Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies [Florence Marchal] : La Directrice générale de l'UNESCO condamne le meurtre de 4 éco-gardes de la réserve de faune à okapis qui est l'un des sites du patrimoine mondial de l'UNESCO en RDC.**

Dans son communiqué, elle précise que « les hommes et les femmes qui protègent notre patrimoine mondial témoignent d'un courage exemplaire face aux attaques des braconniers, trafiquants et criminels qui dépouillent notre patrimoine commun. Il est indispensable d'alerter les consciences et d'adopter toutes les mesures de sécurité nécessaires pour que cessent ces crimes ». La Directrice générale de l'UNESCO demande aux autorités congolaises une enquête approfondie afin que les auteurs de ce crime soient traduits en justice.

Pour rappel, vendredi dernier, quatre gardes de l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature et un porteur ont été tués dans la réserve de faune à okapis en Ituri alors qu'ils escortaient des journalistes. Les journalistes ainsi que onze autres gardes de l'ICCN ont été retrouvés sains et saufs.

**Vous le savez, le choléra touche aujourd'hui 18 des 26 provinces de la RDC et, à la date du 8 juillet dernier, il avait déjà fait 427 morts.** Le gouvernement congolais mène des actions afin de juguler l'épidémie avec le soutien des Nations Unies dans les domaines de la coordination, la surveillance épidémiologique, l'analyse des cas suspects, la prise en charge gratuite des cas, la communication et mobilisation sociale ou encore l'eau, hygiène et assainissement. La situation reste critique à Goma où l'épidémie s'est propagée à cause justement du manque d'eau potable. Elle est apparemment partie de la prison centrale. En réponse, la MONUSCO fournit un appui logistique important. Depuis le 11 juillet, elle a fourni 30 000 litres d'eau potable à la prison et tous les jours ses agents vident les fosses septiques afin que les prisonniers aient accès à des toilettes décentes. Les bennes de la MONUSCO ont aussi enlevé les ordures qui s'amoncelaient autour de la prison. De l'eau potable va également être distribuée en partenariat avec MSF à des centres de santé et des hôpitaux.

La prévention reste le meilleur moyen d'enrayer l'épidémie et d'éviter de nouvelles pertes en vies humaines. Alors, habitants de Goma et d'ailleurs, vous êtes encouragés à consommer de l'eau potable et à vous laver les mains avant de manger, avant et après être allé à la selle. Par votre comportement vous êtes le premier rempart contre l'épidémie.

**Toujours dans le cadre de la lutte contre les maladies d'origine hydrique, OCHA nous signale que plus de 25 000 déplacés reçoivent actuellement une aide en eau, hygiène et assainissement près de Kalemie.** Ces personnes déplacées ont fui les affrontements intercommunautaires qui ont éclaté le 4 juillet dernier près du site de déplacement Moni, à quelques kilomètres au nord de Kalemie.

---

#### **Contacts :**

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i. : [Pompey@unric.org](mailto:Pompey@unric.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordinatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

**Une campagne de vaccination contre la rougeole est actuellement en cours dans le territoire de Fizi.** Plus de 35 000 enfants âgés de 6 mois à 14 ans sont ciblés. Parmi eux plus de 17 000 enfants réfugiés burundais du camp de Lusenda. L'épidémie de rougeole a été déclarée dans cette zone fin juin par les autorités congolaises.

**Mention particulière au PNUD RDC qui se distingue en matière de promotion du genre et d'innovation sociale.** Le bureau a reçu de la part de son siège une certification pour son engagement pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Le bureau de RDC a aussi lancé un fonds local pour les innovations. Deux projets dont les bénéficiaires sont les communautés défavorisées et démunies viennent d'être primés.

Des nouvelles sur la sécurité maintenant, avec le Colonel Haag, porte-parole militaire. Colonel quels sont les principales nouvelles cette semaine ?

**Porte-parole militaire de la MONUSCO [Colonel Haag] :** Merci Madame. Bonjour à tous. Concernant la situation sécuritaire en République démocratique du Congo, RDC, durant la semaine sous examen, j'aborderai essentiellement trois points notamment : Le Haut-Uélé, le Nord-Kivu et le Kasai.

**S'agissant du Haut-Uélé,** la traque contre les éléments de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) continue. Des patrouilles au sol et par hélicoptère ont été effectuées cette semaine et ont permis de réduire l'activisme de ce groupe.

La Force de la MONUSCO continue de garder cette forte pression contre ces éléments négatifs, afin de mettre un terme à leur activisme et les neutraliser.

Pendant ce temps, au **Nord-Kivu**, les attaques lancées au cours de la semaine écoulée par des éléments de l'Alliance des Patriotes pour un Congo Libre et Souverain (APCLS) dans le village de **Kitchanga** au nord de **Goma**, a également préoccupé la MONUSCO. Entre 400 et 500 civils, fuyant ces attaques, ont trouvé refuge à la base de la MONUSCO de **Kitchanga** au Nord Kivu.

Grace aux actions menées par la Force et ses partenaires FARDC, la situation s'est stabilisée, les assaillants ont été repoussés et les populations ont pu rejoindre leurs habitations.

La Force de la MONUSCO reste en étroite coopération avec les FARDC et poursuit ses opérations dans cette province.

La Protection des civils est également au cœur du dispositif militaire que la MONUSCO a mise en œuvre dans les territoires de **Beni** et **Lubero** pour protéger les populations contre l'activisme Mayi-Mayi **Mazembe**, après les attaques perpétrées dans les localités de **Kipese** et **Kashugo**.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i. : [Pompey@unric.org](mailto:Pompey@unric.org) : tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

Par ailleurs, le renforcement de la présence de la MONUSCO dans le **Grand Kasai** se poursuit. L'objectif de la Force est d'établir des zones de présence temporaires afin de dissuader les violences entre communautés et d'encourager les populations à revenir dans leur village d'origine. Deux détachements sont arrivés à **Mbuji-Mayi** et à **Tshikapa**, portant les effectifs déployés à plus de trois cent cinquante casques bleus dans la région, afin de contribuer à cette action de stabilisation et de protection des populations.

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Fabienne Pompey]** : Je vais passer maintenant la Parole à notre invité le Général Bernard Commins, qui est le commandant adjoint de la Force. Nous avons aussi avec nous, le numéro deux de la police des Nations Unies, le général Sarr.

Vous savez en effet que la MONUSCO ferme 5 bases dans le Nord Kivu. Ces bases se situent dans le Masisi, le Lubero et le Walikale.

Vous vous souvenez que dans la résolution 2348 adoptée en mars par le conseil de sécurité, le nombre maximum de troupes pour la RDC a été revu à la baisse. La Monusco s'est donc adaptée et a fermé 5 de ces bases, soit 750 hommes. Cette décision est en ligne avec la nouvelle vision du département des opérations de la paix qui prévoit un mode opérationnel plus mobile et plus flexibles.

Le général Commins est prêt à répondre à vos questions.

### Question 1

**Guy Wolome/ RTNC 2 : Général Commins, pensez-vous que c'est stratégique et que Goma est maintenant pacifié, il faut fermer les bases à l'heure actuelle où le terrorisme gangrène déjà ce pays ?**

**Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO [Général Bernard Commins]** : Je souhaite tout d'abord dire bonjour à tous ceux qui nous écoutent et souhaiter la bienvenue à tous nos camarades journalistes qui sont ici présents ou à Goma. Votre question est extrêmement importante et c'est, je pense, une belle manière de poser la situation telle qu'elle est aujourd'hui. Vous avez dit deux mots : pacifier et terrorisme.

Permettez-moi tout d'abord de dire que la mission de la MONUSCO est une mission de stabilité, comme l'indique « MONUSCO », et que la pacification viendra au fur et à mesure que nous installons la stabilité.

Deuxièmement, vous avez employé le mot « terrorisme ». Je n'irais pas aussi loin, le terrorisme est quelque chose qui est d'une autre nature que les actes violents extrêmement regrettables, que nous devons combattre, qui continuent de se dérouler dans cette région.

La zone de Goma, je dirai plus largement la zone du Nord-Kivu, est une zone où, vous savez, nous avons une implantation militaire extrêmement importante, avec en particulier une brigade complète, la

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i. : [Pompey@unric.org](mailto:Pompey@unric.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org); tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

brigade du Nord-Kivu. Et avec également d'autres éléments qui viennent travailler en soutien de cette brigade.

Nous allons, comme vous l'avez évoqué et comme l'a dit la porte-parole de la MONUSCO, procéder à la fermeture d'un certain nombre de bases, plus précisément deux bases dans le Walikale, deux bases dans le Masisi et une base dans le Lubero. Parce que nous avons l'obligation de répondre au mandat qui nous a été donné et nous avons l'obligation d'atteindre le plafond d'effectifs qui nous a été autorisé.

Donc, cette fermeture des bases est une décision importante à laquelle nous ne saurons échapper, mais qui se traduira, et qui a commencé déjà à se traduire pour nous, par un nouveau mode de fonctionnement et par un certain nombre de mesures de manière à faire en sorte que l'absence permanente des casques bleus de la MONUSCO dans ces bases ne se traduise pas par un vide sécuritaire.

Notre mission prioritaire reste : la protection des civils en liaison étroite avec nos partenaires et camarades des Forces armées congolaises et également avec nos camarades de la police.

Et donc, je pourrais revenir sur ce que nous envisageons de faire. Notre objectif reste inchangé. Nous avons un mandat, nous l'accomplirons. Certes, nous devons quitter certaines zones. Nous ne le faisons pas de gaieté de cœur, c'est évident. Mais, nous faisons tout ce qu'il faut pour que notre présence soit assurée et que nous continuions d'avoir des relations extrêmement solides, non seulement avec les populations mais également avec tous les acteurs qui, autour de nous, créent la stabilité et, je dirais, aident à la protection des populations.

### Question 2

**Patrick Félix Abely/ Cas Info (Goma) : On « nage » sur la même question de la fermeture des bases. Vous dites que vous fermez ces bases pour la flexibilité, la mobilité, le changement de mode opérationnel. Cela veut dire qu'auparavant, vous n'avez pas été flexibles et mobiles ? C'est ça ma question.**

**Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO [Général Bernard Commins] :** Merci. Ecoutez, j'apprécie effectivement le sens de votre question. Je pense qu'il faut voir les choses peut-être sous une approche différente. Nous ne fermons pas ces bases pour avoir plus de flexibilité et de mobilité. Non, la fermeture de ces bases nous oblige à plus de flexibilité, et plus de mobilité, de manière à être plus réactifs et avoir une capacité de réponse qui reste élevée vers des zones où nous ne sommes plus installés en permanence.

Prenons le cas tout simple par exemple de la base de, je dirais, Bunyampuli. Et bien cette base qui est accessible par route dans des conditions que vous connaissez, demain nous n'y serons plus en permanence.

Bien, si nous devons réagir et nous avons l'obligation de continuer à réagir rapidement si la situation l'exige, et bien, nous emploierons d'autres moyens que ceux que nous avons eus jusqu'à présent. C'est-

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i. : [Pompey@unric.org](mailto:Pompey@unric.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org); tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

à-dire nous sommes présents. Demain nous détacherons des détachements d'alerte rapide que nous avons en permanence par hélicoptère ou par route si la situation l'autorise, de manière à être toujours présents.

Voilà, ce n'est pas pour être plus flexibles qu'on ferme les bases, non, non, c'est parce que nous allons partir que nous avons l'obligation de travailler de manière différente, d'adapter notre mode de travail. Voilà très simplement la réponse que je peux apporter à votre question, Monsieur.

### Question 3

**Josué Mfutila/ Siloe TV :** Cette même résolution qui vous dicte ou qui vous donne la possibilité de réduire les effectifs de la MONUSCO, vous donne également la possibilité d'agir dans le cadre de la mise en œuvre effective de l'Accord du 31 décembre.

Je vous rappelle que l'accord est violé et vous informe que même la résolution 2348 est également violée. Lorsque vous faites le rapport chaque trimestre au Conseil de sécurité des Nations Unies, qu'est-ce que vous reprenez exactement quant à la mise en œuvre effective de l'Accord du 31 décembre, d'autant plus que tous les deux documents sont violés ?

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Fabienne Pompey] :** Oui effectivement, il y a le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies qui fait un rapport et ce rapport est une description des faits. Qu'est-ce qui s'est passé entre le dernier moment où on a communiqué à New York et cette date-là, c'est les faits tels qu'ils se sont passés pendant cette période. Ou alors, je n'ai pas très bien compris cette question.

### Question 4

**Josué Mfutila/ Siloe TV :** Je pense que le Directeur de la Division de l'Information publique est là et peut toutefois rajouter. Mon inquiétude, c'est à ce niveau : qu'est-ce que vous reprenez exactement quant à la mise en œuvre effective de cet accord et qu'est-ce que le Conseil de sécurité reçoit comme rapport et pour faire quoi après avoir reçu ce rapport ?

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Fabienne Pompey] :** Ce sont ces rapports qui permettent d'élaborer les résolutions du Conseil de sécurité. Donc, le Conseil de sécurité sera informé des avancées et de la mise en œuvre de cet accord et prendra les décisions en conséquence. Voilà, c'est ça, les informations. Si vous me demandez quelles sont les informations qui sont dans ce rapport, le rapport contient les informations sur la mise en œuvre de l'accord.

Vous suivez l'actualité, vous savez où en est la mise en œuvre, c'est les faits que nous rapportons.

### Question 5

**Tuver Wundi/ RTNC (Goma) :** Je m'adresse au responsable des affaires civiles de la [MONUSCO] qui est ici à Goma. Les militaires vont partir de Walikale, de Masisi et de Lubero. Quels sont les services qui vont garantir cette protection pour que les réactions de flexibilité qu'on veut voir puissent être pratiques ?

#### Contacts :

**MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i. : [Pompey@unric.org](mailto:Pompey@unric.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies :** Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

**Responsable des affaires civiles de la MONUSCO/ Nord-Kivu [Abdou Diacko]** : Merci, merci Kinshasa. Je ne reviendrai pas sur ce que le Général Commins venait de dire sur la protection des civils par la Force [de la MONUSCO] et surtout la nouvelle configuration.

Si je reprends la question de ton collègue portant sur la flexibilité, cette nouvelle flexibilité ne veut pas dire que la MONUSCO n'était pas flexible, mais plutôt la MONUSCO veut mieux faire encore sur une autre forme, une autre méthode, une autre stratégie.

Et mieux, lorsque ces bases ont été implémentées, il n'a jamais été dit que ces bases ne vont jamais partir. Non, toutes ces bases sont des bases temporaires. Donc suivant la situation donnée, ces bases se reforment, la mission se reconfigure conformément à la nouvelle donne. Ceci dit, donc ce n'est pas parce que la MONUSCO n'était pas flexible, mais parce que la MONUSCO veut mieux faire avec une nouvelle stratégie, une nouvelle méthode.

Revenons à votre question sur ce que nous allons faire sur l'aspect civil. A la veille de l'annonce de la fermeture de ces bases, les sections civiles, en l'occurrence la section des affaires civiles avec le soutien permanent de la section des droits de l'homme, nous avons conduit les missions, respectivement à Walikale, à Bunyampuli, à Masisi et à Nyabiondo, et avec d'autres composantes de la MONUSCO, des missions dans chacune des bases qui doivent être fermées.

Ces missions récentes ont évalué les risques potentiels de la protection et [ont permis de] discuter avec la population des mesures à mettre en place, conjointement avec les autorités locales pour assurer la protection de ces zones.

C'est ainsi, par exemple, nous travaillons pour améliorer l'accès à ces zones en améliorant les routes. Exemple : Kitshanga et Walikale [avec] l'accès au réseau téléphonique et l'antenne de la radio Okapi.

Au moment où je vous parle, nous sommes en train de négocier avec Vodacom pour essayer d'étendre le réseau téléphonique, pourquoi ? Parce qu'il y a des zones à risque où la population n'a pas d'accès au téléphone. En ce moment, nous sommes en train de négocier comment transférer certaines antennes d'une localité à une autre pour une meilleure réception. Nous sommes en train de développer l'implémentation des antennes dans des zones qui n'ont jamais eu accès au téléphone.

Ceci, c'est en coordination d'un système que nous avons mis en place en 2010-2011, ce que nous appelons le système d'alertes précoces communautaires, que la section des affaires civiles avait inventé pour les zones qui n'ont pas d'accès, négocié avec des points focaux. A l'époque même, ces points focaux étaient des points focaux discrétionnaires. Dans la communauté, personne ne savait qui ils étaient, ils avaient un téléphone spécifique qu'ils pouvaient [utiliser] en appelant la base militaire la plus proche.

C'est ainsi que les militaires parvenaient à aller dans ces zones à accès difficile où la population n'avait pas d'accès [au téléphone].

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i. : [Pompey@unric.org](mailto:Pompey@unric.org) : tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) : tél +243 997 06 88 04





## Organisation des Nations Unies

Ceci dit, aussi dans les endroits qui seront fermés, les affaires civiles vont pleinement s'impliquer avec nos partenaires du gouvernement, de la société civile, renforcer les mécanismes de coordination, par exemple, les comités locaux de protection.

Dans toutes ces bases qui ferment, nous avons ce que nous appelons des « comités locaux de protection ». Ce sont des hommes et des femmes de bonne volonté qui sont intéressés par la protection de leurs communautés. Nous les avons formés et donc, nous les avons encore rencontrés pour encore les sensibiliser par rapport à la fermeture de ces bases.

Et tous ont accès à des numéros. Ce sont des numéros qui sont liés aux bases militaires. Il y a quelqu'un qui doit leur répondre 24 heures sur 24. S'il y a risque, nous prenons des mesures préventives soit par la Force [de la MONUSCO], soit par les FARDC, soit c'est un dépendant de la base ou de la force qui est près de cette zone et qui connaît mieux comment accéder à cette zone.

A cela, il est très important en conclusion, d'inviter les communautés à continuer d'informer la MONUSCO à temps. Plus la MONUSCO est informée à temps, plus l'intervention sera rapide et beaucoup plus importante. Pour l'instant, c'est cela la réponse à votre question.

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Fabienne Pompey] :** Pour ceux qui entendaient mal la communication [du chef des affaires civiles à Goma], je crois que c'est très important de parler du rôle des communautés à partir du moment où la base n'est plus là en permanence. C'est que, c'est un partenariat. La MONUSCO est là pour protéger les populations, mais les populations doivent aussi participer à cette protection en étant des alertes.

Personne n'est mieux informé que les gens qui sont sur place et qui peuvent informer à tout moment quand il y a un danger. Et la Force ne peut être efficace que si elle est bien informée. Je pense que j'ai résumé un tout petit peu ce que vous venez de dire.

### Question 6

**Venant Vudisa/ RTNC : Ma question s'adresse au Général Commins. Fermeture des bases dans la partie Est, et aussi réduction sensible des effectifs jusqu'à 150 éléments sur l'ensemble du territoire national pendant que le banditisme urbain-, ça, on l'a déjà dit, il y a aussi un soi-disant- je ne sais pas quel terme utiliser-, début du terrorisme qui prend corps dans notre pays. L'exemple le plus frappant, c'est l'assassinat de l'administratrice du marché central de Kinshasa [le 14 juillet 2017].**

**Est-ce une contrainte de la part du gouvernement, cette réduction, ou c'est quelque chose de librement consenti de la part du Conseil de sécurité ?**

**Et surtout est-ce le moment le mieux indiqué pour que vos éléments se retirent ?**

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i. : [Pompey@unric.org](mailto:Pompey@unric.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org); tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

**Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO [Général Bernard Commins] :** Merci Monsieur de votre question qui couvre un ensemble de sous-questions et de points extrêmement intéressants. Tout d'abord je vais juste rectifier vous avez évoqué les chiffres de 150, c'est exactement ce que j'allais préciser. C'est bien 750 soldats du bataillon indien qui vont quitter le pays au plus tard à la fin du mois prochain [août 2017].

Vous évoquez une situation sécuritaire qui reste effectivement instable et chaque région a sa propre dynamique, je dirais.

Permettez-moi d'abord de souligner une fois encore que la première responsabilité de l'ordre et de la sécurité incombe aux forces de sécurité de ce pays. C'est d'abord les forces armées et les forces de police qui ont la responsabilité d'assurer la loi et l'ordre et la protection des citoyens de ce pays.

Nous agissons en vertu du mandat en appui, dans toute la mesure de nos capacités et de nos possibilités, en appui de nos partenaires militaires congolais et si nécessaire, le mandat le dit, si nécessaire nous agissons seuls contre un groupe dont nous estimons qu'il faut mettre fin aux agissements.

Vous évoquez la période, est-ce que c'est le bon moment pour prendre ce genre de décision ? Nous, MONUSCO ici, nous n'avons pas choisi. Cette décision a été prise par nos représentants. Les représentants du Conseil de sécurité qui ont estimé, pour des raisons que je ne développerai pas, puisque tout ça fait partie de ce qui est accessible dans les travaux et dans toutes les discussions qui ont lieu à New York, qu'il était nécessaire que les forces de la MONUSCO décroissent.

Notez que cette décroissance reste quand même limitée. Notez également que ce qui avait pu être dit il y a quelques années, ici même par des autorités de ce pays souhaitant un départ, je dirais, plus important des forces de la MONUSCO, ce n'est plus d'actualité.

Nous avons au contraire eu des autorités qui se sont exprimé en disant qu'elles souhaitaient ardemment que nos forces aient des capacités mieux adaptées à la mission qui leur est confiée. Et nous saluons bien évidemment ce soutien très important à nos côtés.

Donc, est-ce que c'est le meilleur moment ? On ne peut jamais dire que c'est le meilleur ou le moins bon moment. La situation que nous connaissons dans ce pays reste fragile, vous le savez. Nous faisons tout ce qu'il faut chaque jour pour apaiser les tensions. La Force [de la MONUSCO] n'est pas le seul acteur. La Force ne devrait être que le dernier acteur, quand vraiment il n'y a pas d'autre solution que de mettre fin à une violence que certains veulent perpétuer.

Le meilleur moment ? Je ne peux pas répondre si c'est le meilleur ou le moins bon moment.

Je dis que nous sommes à un moment de l'histoire de la MONUSCO où nous avons cette contrainte. Nous sommes à un moment de l'histoire de ce pays que vous connaissez avec tout cet environnement

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i. : [Pompey@unric.org](mailto:Pompey@unric.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

sécritaire et politique, et nous devons faire face. Nous, la Force mais également avec tous les partenaires qui sont autour de nous.

Donc, je n'irais jamais dire que la situation va se calmer demain matin. Nous, en revanche, avec nos camarades militaires, avec tous les organismes des Nations Unies qui travaillent à nos côtés, et avec lesquels nous travaillons, avec toutes les organisations internationales qui travaillent ici, avec les autorités de ce pays, avec le gouvernement, les gouverneurs, les administrateurs territoriaux, au quotidien, je peux vous assurer, pour parler simplement, que nous mouillons notre chemise pour faire en sorte que le dialogue s'installe, que les difficultés foncières ou les litiges fonciers qui ont existé trouvent une solution, que les communautés qui se regardent un peu en chiens de faïence, eh bien, qu'elles trouvent des manières de dialoguer.

Permettez-moi, juste pour conclure sur ce point, de saluer et d'insister sur le rôle éminent des femmes dans ce pays. Nous avons eu l'information qu'hier, il y avait une réunion sous l'égide de la Synergie des femmes unies pour la paix dans le Rushuru. Eh bien, cette initiative, il faut la saluer et il faut les [ces femmes] encourager.

La visite [prochaine] de Mme Amina Mohamed, la Vice-Secrétaire générale des Nations Unies viendra souligner le rôle éminent des femmes.

Et permettez-moi d'abord de souligner la qualité de leur action, et de les remercier, mais également de les encourager à continuer à agir. Elles ont un rôle éminent dans ce pays et en Afrique.

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Fabienne Pompey]** : Je voudrais passer maintenant la parole au Général Sarr pour la partie de la question concernant la sécurité dans la ville de Kinshasa et des derniers événements.

**Commissaire adjoint de la Police MONUSCO [Général Ismaila Sarr]** : Oui, merci bien. Comme l'a si bien dit le Général Commins, la sécurité, quel que soit l'endroit où elle est requise, est d'abord du ressort du gouvernement congolais.

Nous, Police de la MONUSCO, nous sommes là en appoint, c'est-à-dire nous sommes une force d'appoint, une force qui est là pour renforcer et quand je parle de renfort, je parle plutôt de renforcement des capacités à intervenir mais aussi des capacités à respecter les normes d'engagement, des capacités à respecter la mise en œuvre de tout ce qui est stratégie, pour veiller à la préservation de la sécurité des personnes. Mais aussi et surtout, pour respecter les droits de l'homme, les droits humains.

Donc, c'est ça notre mission. Nous n'avons pas une mission de réaction, et pas une mission, disons, d'engagement en tête de ligne. Nous, nous ne sommes pas comme la Force. Nous n'avons pas un mandat exécutif.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i. : [Pompey@unric.org](mailto:Pompey@unric.org) : tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

Nous avons un mandat de renforcement des capacités, nous avons un mandat d'instruction, un mandat d'orientation et un mandat aussi de surveillance si l'orthodoxie est respectée, si l'ordre et la loi sont respectés et si aussi les libertés humaines et les libertés individuelles sont préservées.

### Question 7

**Papy Okito/ Echo d'opinion (Goma):** Ma question, je la pose au Général Commins. Au moment où la population congolaise demandait à la MONUSCO de partir, la MONUSCO faisait la sourde oreille. Aujourd'hui, vous choisissez de partir et de laisser ces contrées-là dans la désolation où les groupes armés sèment la terreur.

**Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO [Général Bernard Commins] :** Merci de rappeler à nouveau que, Dieu merci, nous sommes restés, nous avons fait la sourde oreille ; au cas contraire nous n'aurions pas été à plus de 16 000 comme c'est le cas aujourd'hui.

Nous, nous n'avons pas la même lecture que vous de la « situation » que nous laissons. Vous ne le savez peut être pas, mais nous avons déjà eu à fermer des bases précédemment. Nous avons fermé pratiquement neuf bases ou détachements temporaires dans l'année qui s'est écoulée. Donc, nous avons pu observer que notre départ n'a pas entraîné un surcroît de violences ou une résurgence de la violence telle qu'elle existait précédemment. Parce que si nous nous sommes installés à un endroit, c'est parce que la violence existait et que notre présence a permis de stabiliser la région.

Donc, nous avons plusieurs exemples, je pense à Pinga, je pense à Kashebere, je pense à Katala, à d'autres zones que nous avons quittées mais où nous continuons d'être présents de manière moins permanente et nous n'avons pas observé une résurgence de la violence. Et bien, c'est la même chose pour les bases que nous nous apprêtons à quitter, nous l'avons fait après une étude très sérieuse de la situation sécuritaire, autour de ces régions.

Nous n'avons pas affaire à une menace dans ces zones similaire à celle qui existe dans l'est, le long de la frontière, avec des groupes armés très violents que vous connaissez, et qui sont vraiment des groupes armés. Là, c'est plutôt des violences intercommunautaires, sur fond de litiges fonciers, sur fond de désaccords ou de volonté de pouvoir par tel ou tel groupe ou responsables de groupes.

Nous savons également que nous avons des Forces armées congolaises qui sont dans cette région, qui sont dans ces zones, et nous connaissons le dispositif de nos camarades congolais que je n'ai pas de raisons de dévoiler ici. Et donc, tous ces éléments ont été pris en compte et ont contribué à notre réflexion et à la décision finalement de fermer les bases dont nous avons parlé tout à l'heure.

Vous parlez de désolation, le terme n'est pas adapté, on n'est absolument pas dans une situation de désolation, et nous faisons au contraire tout ce qu'il faut pour que les populations de ces régions continuent de trouver les conditions de vie auxquelles elles ont droit.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i. : [Pompey@unric.org](mailto:Pompey@unric.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

### Question 8

**Flavien Musans/Planète TV : Mon Général, vous êtes le Général de la Force de la MONUSCO et aussi de la police de la MONUSCO, quelle est votre réaction aujourd'hui sur la nomination d'un Général de l'armée à la tête de la Police nationale congolaise, PNC ?**

**Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO [Général Bernard Commins] :** Ecoutez, merci monsieur, je n'ai aucune légitimité à commenter une décision qui est souveraine. Je n'ai rien d'autre à ajouter.

### Question 9 (en Swahili)

**Tuver Wundi/ RTNC (Goma) :** Ma question est la suivante : il se manifeste la guerre, le choléra, le déplacement des populations et les élections. Quel est l'apport de la MONUSCO [pour faire face] à tous [ces problèmes] ?

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Fabienne Pompey] :** Vous parlez de la contribution des Nations Unies à la lutte contre le choléra ? Ecoutez, on en a largement parlé en début de conférence de presse, c'est une approche holistique, puisqu'il y a à la fois les agences qui s'occupent de l'assainissement, des questions sanitaires, des questions médicales et la MONUSCO qui apporte la logistique. On a détaillé tout ça. Si vous voulez y revenir, de toute façon, vous aurez à disposition le compte-rendu de cette conférence de presse après qu'elle soit terminée. Je vous remercie.

### Question 10

**Chrioni Kibungu/ Radio Télé Groupe l'Avenir (RTGA) :** Hier, un acteur politique qui s'appelle Germain Kambinga, a rencontré Vital Kamerhe, l'opposant, il estime que la sortie à la crise actuelle, c'est la rencontre entre Joseph Kabila, Félix Tshisekedi, Moïse Katumbi et Vital Kamerhe. Et puis, d'un autre côté, il y a l'élu du PALU [Parti Lumumbiste Unifié], Adolphe Muzito qui estime qu'il faudrait qu'il y ait un troisième dialogue sous l'égide de l'ONU. Quelle est la réaction de la MONUSCO [à ce sujet] ?

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Fabienne Pompey] :** Merci de cette question, mais là, vous allez me faire répéter ce qu'on a déjà dit, c'est-à-dire que nous, on a un mandat qui nous est donné par le Conseil de sécurité. Et dans ce mandat, il est demandé à la MONUSCO de veiller à la mise en œuvre de l'accord du 31 décembre 2016.

Tant que nous sommes liés par ce mandat, nous nous attachons à cette tâche-là, qui est la mise en œuvre de l'Accord du 31 décembre. Si toutefois, les acteurs qui ont signé cet accord, venaient à décider autre chose, nous verrons. Mais pour le moment, nous sommes liés à l'exécution de ce mandat qui précise qu'on doit mettre en œuvre cet Accord du 31 décembre. Donc, je ne pourrai pas commenter au-delà de cette remarque.

---

#### Contacts :

**MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i. : [Pompey@unric.org](mailto:Pompey@unric.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies :** Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org); tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

### Question 11

**Alain Alame/ Journaliste Indépendant (Goma) : J'adresse ma question à Florence Marchal. Que font les humanitaires (PAM, FAO, PNUD) pour la reprise rapide des activités agricoles dans le Kasai, de peur que nous puissions encore [connaître] une crise alimentaire ?**

**Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies [Florence Marchal] :** Oui, en effet, nous avons de graves préoccupations concernant la situation sur la sécurité alimentaire dans la région du Kasai. Deux récoltes ont déjà été sautées en raison du conflit et de la crise qui prévalent dans cette grande partie du pays. Et de nombreuses personnes sont maintenant dans cette région en situation d'insécurité alimentaire.

On vous l'a dit au début de cette conférence de presse, on a actuellement des visites de haut niveau, ici en République démocratique du Congo. Et hier, le chef de l'assistance humanitaire des Nations Unies, M. O'Brien est arrivé à Kinshasa et il va se rendre d'ici la fin de la semaine dans le Kasai.

L'objectif de cette visite, c'est de sensibiliser et de mobiliser les opinions publiques dans le monde entier à ce qui se passe dans le Kasai, afin de pouvoir faire un plaidoyer pour pouvoir obtenir les fonds qui permettront de venir en assistance à toutes les personnes.

Alors, sinon on vous l'avait dit, le PAM, le Programme alimentaire mondial et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la FAO, avec les moyens qu'ils ont à leur disposition ici en RDC, ont développé des projets notamment avec des femmes, ils leur ont distribué des intrants, des semences, des outils aratoires pour pouvoir cultiver. Mais ce n'est pas suffisant, nous en sommes conscients, comme on l'a dit, notre plan de réponse humanitaire à ce jour n'est financé qu'à 23 %. Donc la priorité pour nous, c'est de faire d'abord du plaidoyer, d'obtenir des financements et ensuite nous pourrions intervenir.

### Question 12

**Jeanpy Cisekedi/ Multimédia News : Ma préoccupation, je rentre aussi au Kasai pour demander à la MONUSCO et surtout au porte-parole militaire, combien de bases avez-vous installées aujourd'hui au Kasai ? Combien de groupes armés, s'ils sont identifiés, opèrent dans le Kasai aujourd'hui et ils sont où ?**

**Et à la porte-parole civile, une petite question de curiosité, que serait devenu votre collègue Félix Prosper Basse, après tout ce qui s'était passé, le refoulement, le retour, il a quitté la MONUSCO ou il est encore avec vous ?**

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Fabienne Pompey] :** Juste par précision, le Général n'est pas le porte-parole militaire, il est le numéro 2 de la Force, il vient aujourd'hui répondre à nos questions, le porte-parole militaire est à Goma, c'est le Colonel Haag.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i. : [Pompey@unric.org](mailto:Pompey@unric.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

Quant au Colonel Basse, merci de prendre de ses nouvelles, il va très bien, et il est appelé à de nouvelles fonctions au sein de la MONUSCO, qu'il prendra très prochainement et je pense qu'il vous annoncera lui-même très bientôt, dans quelle fonction il va agir, toujours au service de la Mission.

**Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO [Général Bernard Commins] :** Actuellement, on fonctionne depuis plusieurs mois déjà, quatre bases, dans le Kasai, Kananga, Luiza, Tshimbulu, Bulungu. Ce sont des détachements d'un effectif réduit et l'objectif que nous avons, c'est que ces détachements vont quitter à un moment la zone où ils se trouvent pour se déplacer un peu et continuer à élargir ce périmètre de stabilité que nous avons créé. C'est l'idée, et c'est ce que nous ferons.

Aujourd'hui est arrivé à Tshikapa un nouveau détachement. Et ce détachement, c'est le précurseur d'un autre détachement un peu plus important. Nous souhaitons ouvrir deux bases dans la région du Kasai, Tshikapa et puis une autre région que nous allons déterminer. Là encore, ce sont des effectifs très réduits.

Et puis ensuite, nous avons Mbuji-Mayi, un détachement qui est arrivé il y a de cela quelques jours, qui est installé à Mbuji-Mayi, qui lui aussi va préparer l'ouverture d'une position supplémentaire. Donc vous voyez, nous sommes aujourd'hui à 4+2 ça fait 6 bientôt, il sera difficile d'aller beaucoup plus loin mais nous serons mobiles et nous serons présents.

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Fabienne Pompey] :** Je vous remercie beaucoup, Général Commins, Général Sarr, d'avoir été parmi nous, au revoir aux journalistes de Goma, merci aux auditeurs de radio Okapi, à la semaine prochaine.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i. : [Pompey@unric.org](mailto:Pompey@unric.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org); tél +243 997 06 88 04